

Le gouvernement cambodgien doit agir pour mettre fin aux violations des droits de l'homme dans le secteur de la microfinance

7 mai 2024

Le gouvernement cambodgien doit agir rapidement pour lutter contre les prêts prédateurs et les pratiques de recouvrement abusives dans le secteur de la microfinance du pays. C'est ce que demandent les organisations de la société civile (OSC) locales et internationales dans un [document](#) soumis au conseil des droits de l'homme des nations unies dans le cadre de l'examen périodique universel (EPU) ou *Universal Periodic Review (UPR)* du Cambodge.

L'appel, visant à remédier aux abus largement signalés dans le secteur de la microfinance au Cambodge, intervient alors que 30 recommandations formulées dans le cadre du cycle 2019 de l'EPU sont restées sans suite, en raison de l'absence de contrôle significatif de la part du gouvernement. Cette situation a conduit le secteur du microcrédit cambodgien à exploser ces dernières années. Le Cambodge observe des prêts d'un montant moyen de plus de 5 000 dollars - les plus élevés au monde - et des ventes de terrains forcées en raison de l'endettement qui ont lieu en grand nombre dans l'ensemble du pays.

La demande de nos organisations résulte de plusieurs années de suivi de plaintes provenant d'emprunteurs. Le document détaille des témoignages provenant de diverses sources sur la façon dont le fardeau de la dette au Cambodge a eu un impact négatif sur le droit à l'éducation, le droit à la santé, le droit à l'alimentation, le droit à un niveau de vie décent et les droits des peuples autochtones, entre autres.

En septembre 2021, [le secrétaire général des nations unies](#) avait lancé une mise en garde contre la perte inévitable de terres en raison du montant moyen élevé des remboursements de microcrédits au Cambodge et de l'utilisation de terres comme garantie. En mars 2023, le comité des droits économiques, sociaux et culturels des nations unies s'est dit préoccupé par le fait que les prêts de microfinance ont un impact négatif sur [le droit au niveau de vie décent](#). Trois [études quantitatives](#) réalisées au cours des deux dernières années ont révélé qu'environ 6 % des emprunteurs avaient [vendu des terres](#) pour rembourser des dettes de microcrédit. Les conclusions d'une étude indiquent que [167 000 Cambodgiens](#) ont vendu leur terre pour rembourser des microcrédits entre 2017 et 2022.

Dans ses rapports de 2022 et 2023 au conseil des droits de l'homme, le rapporteur spécial des nations unies sur la situation des droits de l'homme au Cambodge [a appelé à un allègement de la dette](#) et à une action gouvernementale plus directe pour réglementer les pratiques financières et contrôler les établissements prêteurs afin d'endiguer [le grave problème de la perte de terres](#) et de l'augmentation de la pauvreté associée à l'endettement dans le cadre de la microfinance. Dans une enquête réalisée en 2022, plus de 3 % des enfants des ménages interrogés avaient [abandonné l'école](#) en raison d'un microcrédit, et plus de 4 % des enfants - dont certains n'avaient que 10 ans - travaillaient spécifiquement pour rembourser un microcrédit. Dans une enquête représentative, 18,3 % des ménages emprunteurs ont déclaré qu'ils mangeaient moins après avoir contracté leur prêt, et 8,5 % des ménages ont déclaré qu'ils n'avaient [pas assez de nourriture](#) pour leur famille.

Aujourd'hui, le gouvernement cambodgien n'a pris aucune mesure concrète pour mettre en œuvre des réformes. Nous demandons à toutes les parties prenantes, y compris le gouvernement cambodgien, de prendre des mesures urgentes pour mettre fin à ces abus. Nous appelons les

États membres de l'ONU à interroger le Cambodge sur son bilan en matière de protection des emprunteurs de la microfinance le 8 mai 2024, lors de la 46e session du conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève, en Suisse.

Nous appelons également les États membres de l'ONU à proposer et à faire accepter par le gouvernement cambodgien des recommandations visant à :

- Mettre en œuvre les droits économiques, sociaux et culturels et protéger les droits des populations locales. Interdire l'utilisation des titres fonciers comme garantie pour les microcrédits, et accorder la priorité aux emprunteurs pauvres et aux populations autochtones. Restituer tous les titres fonciers actuellement détenus comme garantie pour les microcrédits.
- Promouvoir le droit à un niveau de vie décent. Mettre en place des mesures d'allègement de la dette pour les familles surendettées et donner la priorité aux ménages autochtones et IDPoor.
- Faire progresser le droit à la santé, le droit à l'alimentation et le droit à l'éducation. Prendre des mesures concrètes pour mettre en œuvre la gratuité des soins de santé et de l'enseignement primaire et secondaire pour tous les Cambodgiens afin de réduire la dette liée à ces coûts.

Pour plus d'informations, contactez :

- Mme Naly Pilorge, directrice de la communication de LICADHO, sur Signal à +85512214454, Email : advocacy@licadho-cambodia.org (anglais).
- M. Mathias Pfeifer, chargé de programme à FIAN Germany, sur Signal à +4917654113988, Email : m.pfeifer@fian.de (anglais et allemand).
- M. Vuthy Eang, directeur d'Equitable Cambodia, sur Signal à +85512791700 (anglais et khmer).
- M. Saran Soeung, directeur de Sahmakum Teang Tnaut, sur Signal à +85589666013, Email : director@teangtnaut.org (anglais et khmer).